



Contre l'extrême droite et ceux qui lui ont pavé la voie, aucune solution ne viendra des urnes : l'avenir est dans nos luttes !

Ce premier tour des législatives a apporté le résultat prévu, en fait préparé par le choix de Macron de dissoudre l'Assemblée pour une campagne électorale express : 33,9 % pour le Rassemblement national et les Républicains de Ciotti (près de 10,6 millions de voix, pas plus qu'au premier tour de la présidentielle en 2022). Aucune surprise, mais une sale odeur quand même... Car Le Pen-Bardella, et leur clique de milliardaires, c'est la politique patronale et raciste de Macron en pire. N'en déplaise aux électeurs populaires abusés par leur rage contre Macron. N'en déplaise à ceux qui oublient que les riches peuvent trouver plusieurs présidents à leur service !

Extrême droite... extrêmement patronale

Le vernis de démagogie sociale de Bardella s'est vite craquelé : aucun salaire ou pension ne sera augmenté, aucune TVA ne sera baissée, et pour la retraite, ce sera plutôt à 66 ans ! Au programme, ni plus ni moins que la poursuite et le renforcement de la politique de Macron, avec davantage encore de clignotants racistes : entre autres contre celles et ceux qui sont nés de parents étrangers. Toutes choses qui ne coûtent pas un sou au patronat, et peuvent au contraire lui rapporter si les travailleurs et travailleuses se laissent prendre à ce jeu pourri de la division selon les origines, les couleurs de peau ou les sexes. Mais, travailleurs, unissons-nous !

Combattre l'extrême droite avec Macron et Attal ?

Ces élections sonnent le naufrage des macronistes, qui arrivent troisièmes avec 23 % des voix. Bien mérité pour ces éborgneurs de Gilets jaunes. Mais voilà aussitôt Mélenchon, Hollande, Glucksmann, Tondelier, tous les cadres de cette alliance électorale de gauche (qui réalise près de 30 % des voix) qui se désistent illico presto pour les candidats macronistes. Jusqu'à appeler à voter pour Élisabeth Borne ! « Pour tout changer », comme dit le programme du NFP ?

Du côté des macronistes, on ne rend pas la pareille. Et la campagne diffamatoire continue, à l'unisson de la droite et de l'extrême droite, contre la France insoumise et toutes celles et ceux qui sont traités d'antisémites parce qu'ils soutiennent le peuple palestinien contre la politique colonialiste et sioniste du gouvernement d'extrême droite d'Israël.

Les alliances politiciennes et sans principes vont bon train.

Quel que soit le futur Premier ministre, il le sera contre nous !

Pas une voix pour Macron ou Bardella !

Pour ce deuxième tour du 7 juillet, nous disons « Pas une voix pour le RN ou le macronisme », mais pas non plus la moindre confiance dans les promesses électorales de la gauche institutionnelle. Là où néanmoins une candidature de LFI ou du PCF ferait face au RN, ou là où exceptionnellement une candidature d'autres partis de gauche le justifierait, nous appellerons à voter pour ces candidatures. Sans aucune confiance dans la politique que mènera l'alliance électorale que représente le Nouveau Front populaire, mais par solidarité avec des électeurs et électrices dont c'est le choix et qui sont souvent des camarades de lutte.

L'avenir est dans nos luttes et les idées révolutionnaires

L'extrême gauche a rassemblé 367 158 voix, qui se sont portées sur nos candidatures et sur celles de Lutte ouvrière – présentes partout. Ce score est à la fois petit et essentiel. Il est important que des voix indiquent comment dépasser l'impasse électorale et institutionnelle, affirment que le monde du travail ne pourra compter que sur ses luttes ! Par-delà nos votes à ces législatives, **l'urgence est à notre organisation pour la riposte aux politiques antisociales et racistes, une riposte musclée et unitaire dans les entreprises et dans la rue. Pour vivre et pas survivre, travailleurs français ou immigrés, membres d'une même classe. C'est nous tous qui travaillons, c'est nous tous qui décidons ! Urgence révolution !**

Depuis le 11 juillet 2023, rien n'a changé

Lors des moments de convivialité organisés récemment, la direction a dit regretter la mort de notre collègue de la Sevesc, Franck, et veut organiser une minute de silence.

Un an après, les causes de l'accident ne sont toujours pas connues. Notre organisation de travail n'a pas changé. Les équipes de descente en égout n'ont pas été renforcées. A ce train là, aucune amélioration de notre sécurité ne sera apportée prochainement. Comme tout ce qui concerne l'amélioration de nos conditions de travail, seule notre mobilisation forcera la direction à agir.

Rouen : les fachos en roue libre

Le maire de Rouen a annoncé avoir interdit une soirée xénophobe intitulée en allemand « Ausländer raus » (les étrangers dehors) et prévue vendredi dernier au Mora, un bar identitaire de la ville. Ce détournement du « Juden raus » (les Juifs dehors) de l'époque nazie est devenu viral ces dernières semaines sur les réseaux sociaux après avoir été détourné par des jeunes qui le chantent sur un air techno. Depuis, les fachos ont eu gain de cause auprès du tribunal administratif... mais ont préféré annuler leur soirée devant la mobilisation annoncée contre ce rassemblement raciste qui, elle, a regroupé plus de 300 manifestants.

Santé : ils nous gonflent... les prix !

Les syndicats de médecins et l'Assurance maladie viennent de signer une nouvelle convention fixant les tarifs. Entre autres, le prix de la consultation du médecin traitant (déjà augmenté en novembre de 25 à 26,50 euros) passera à 30 euros. D'autres tarifs augmentent chez les spécialistes. Une mesure pénible pour les patients les plus pauvres en cas d'avance de frais... et pénible pour tous les travailleurs et travailleuses puisque le coût pour la sécurité sociale (1,6 milliard d'euros) ne sera évidemment pas répercuté sur les grandes fortunes. Aussi le gouvernement demande-t-il aux médecins de prescrire moins d'arrêts maladie, moins de radios, de scanners et d'IRM... Seul le fric compte pour ce gouvernement, qui se moque de notre santé tout en nous faisant les poches.

Surpopulation carcérale : encore un (triste) record battu

Le nombre de détenus a atteint un nouveau record au 1er juin, avec 77 880 personnes incarcérées contre 77 647 en mai, selon le ministère de la Justice, et une hausse de 5,7 % en un an.

Comme les prisons ne comptent environ que 62 000 places opérationnelles, 3 322 détenus sont contraints de dormir sur un matelas posé au sol, contre 2 336 il y a un an.

Ce qui n'empêche pas la droite, l'extrême droite et le duo Darmanin / Dupond-Moretti de réclamer une justice plus sévère et plus d'incarcérations alors que nombre des détenus le sont dans des conditions indignes.

Royaume-Uni : Rishi Sunak, victime et promoteur du racisme

Le Premier ministre conservateur britannique, d'origine indienne, s'est dit profondément « blessé » et « en colère » après qu'un militant de Reform UK, version locale du RN au Royaume-Uni, l'a traité de « putain de Paki », terme injurieux signifiant pakistanais et regroupant, chez les racistes, toutes les personnes originaires du sous-continent indien.

Face à une telle injure, l'indignation de Sunak est légitime. Elle le serait encore plus si lui-même n'avait pas repris des pans entiers du programme de Reform UK en matière d'immigration.

Israël : plus de six milliards d'euros d'armes livrées par les États-Unis

À l'occasion de la visite à Washington du ministre israélien de la Défense pour rencontrer son homologue américain, il a été confirmé que les États-Unis avaient envoyé à Israël des armes pour une valeur totale de plus de 6 milliards d'euros depuis le 7 octobre, dont 2,8 milliards d'euros rien qu'en mai. Des livraisons d'armes régulières sans lesquelles l'État sioniste serait incapable de continuer ses massacres à Gaza.

Gaza : déjà plus de 100 journalistes tués par l'armée israélienne

Cinquante journalistes de 13 médias ont lancé une enquête dénommée The Gaza Project (Le projet Gaza), enquêté pendant quatre mois sur le sort des journalistes dans cette guerre, la façon dont ils ont été tués, blessés ou menacés depuis le 7 octobre 2023.

D'après leur enquête, huit bâtiments de presse ont été touchés ou détruits, parmi lesquels la Maison de la presse Palestine dans la ville de Gaza, dont les coordonnées précises avaient été communiquées à l'armée israélienne au même titre que le bâtiment abritant l'AFP touché le 2 novembre. Des assassinats programmés pour empêcher au maximum les informations sur le massacre.